

Term ES

Thème du programme : La mobilité sociale évolution

La mobilité sociale entre générations régresse en France. C'est le résultat d'une étude récemment publiée dans l'*Economics of Education Review*.

La mobilité « intergénérationnelle » mesure la capacité d'une société à échapper au déterminisme social. Lorsque la position sociale des enfants est essentiellement liée à celle des parents, la place des individus dans la société est prédéterminée et dépend du niveau d'éducation, de revenu et de richesse de la famille dont ils sont issus. Dans une société sans mobilité, les enfants des classes populaires ne peuvent accéder aux classes moyennes et les enfants des classes moyennes aux niveaux supérieurs. Les positions sociales sont en quelque sorte gelées.

Les travaux menés depuis de nombreuses années montrent que la mobilité sociale intergénérationnelle est très différente d'un pays à l'autre. D'une part les pays riches bénéficient d'une mobilité plus forte que les pays pauvres. Mais des différences très sensibles existent également entre pays riches. Les pays nordiques présentent une mobilité assez forte alors que les Etats Unis, et dans une moindre mesure la Grande Bretagne et la France, ont une faible mobilité.

La mobilité sociale est donc plutôt faible en France. La question centrale est alors de savoir si cette mobilité tend à progresser, donnant plus de chance aux enfants issus des classes populaires et moyennes ; ou si, à l'inverse, c'est le déterminisme social et familial qui augmente. Le travail publié dans l'*Economics of Education Review* montre clairement que, de 1993 à 2003, la mobilité sociale a sensiblement régressé en France.

Les auteurs distinguent deux canaux par lesquels les parents influencent l'éducation des enfants. Le premier, les transferts intrafamiliaux, recouvre les transmissions de connaissances, de culture, de comportements et de réseaux qui s'opèrent au sein de la famille. Le second est lié au revenu des parents, les familles à haut revenu dépensant plus pour l'éducation de leurs enfants. Les deux canaux participent à la baisse de la mobilité sociale. D'une part les transferts intrafamiliaux ont une influence grandissante sur le niveau éducatif des enfants. D'autre part, l'impact sur la réussite scolaire des différences de revenu entre familles s'est accru. Ces résultats confortent ceux de l'enquête PISA 2012, qui témoigne d'un creusement des inégalités scolaires en France.

Comment expliquer la détérioration de la mobilité sociale ? Il existe plusieurs pistes d'explication. D'une part, l'importance accrue du revenu des parents sur la réussite scolaire montre l'incapacité grandissante de l'école républicaine à assurer l'égalité des chances. Selon le Centre d'Analyse Stratégique (Note 315, janvier 2013), les familles font de plus en plus appel au soutien scolaire privé et onéreux pour l'éducation de leurs enfants. De plus, les familles qui privilégient l'éducation inscrivent de plus en plus souvent leurs enfants dans des établissements privés payants. Ces deux tendances accroissent la discrimination par le revenu.

D'autre part, l'impact sur le niveau éducatif des transferts intrafamiliaux de connaissances, de culture, d'informations et de réseaux a également progressé. Ce résultat peut s'expliquer par le caractère particulièrement élitiste du modèle éducatif français. Un papier de recherche récent (Brezis et Hellier, 2013) montre que lorsque l'éducation supérieure est divisée comme en France entre une voie élitiste, les Grandes écoles, et une voie non-élitiste, les universités, toute augmentation des écarts de sélection et de dotation entre les deux types d'établissement se traduit par une baisse de mobilité sociale. Or, le nombre d'étudiants a sensiblement plus augmenté dans les universités que dans les grandes écoles ces quarante dernières années, et ce diagnostic est encore accentué dans le cas des écoles les plus prestigieuses. En augmentant l'écart éducatif entre une élite restreinte et une classe moyenne poursuivant des études standard, et en reproduisant des réseaux très fermés où les élites s'auto-recrutent, le système éducatif français freine la mobilité sociale. L'élitisme républicain est incontestablement élitiste, mais il est peu républicain.

La solution de ces problèmes est à la fois logique et connue. Lorsqu'il existe de fortes disparités éducatives et culturelles dans une population et lorsque le système éducatif est sélectif, la dépense publique d'éducation ne doit pas être la même pour tous. L'école doit au contraire réduire les inégalités liées aux différences familiales avant de sélectionner. Autrement, seuls les enfants issus des milieux cultivés et favorisés passent la barrière de la sélection. A cet égard, l'OCDE recommande à la France de consacrer 0,13% du PIB par an à l'éducation prioritaire, soit plus du double de l'effort actuellement consenti. Un autre moyen consiste à favoriser la scolarisation des enfants dès l'âge de deux ans. Or, selon l'Observatoire de la petite enfance, cette scolarisation est passée de 35% à 11,6% entre le début des années 2000 et 2011. Enfin, l'Etat doit consacrer davantage de moyens à l'école primaire. Là encore, la France fait office de mauvais élève avec une dépense annuelle de 30% inférieure à la moyenne de l'OCDE.

Dans un pays où le taux d'accès à l'enseignement supérieur d'une génération diffère très sensiblement selon l'origine sociale et où le diplôme initial a un impact essentiel sur la carrière professionnelle, on peut légitimement s'inquiéter d'une régression de la mobilité sociale entre générations. La promotion d'un système moins élitiste et un effort d'éducation primaire ciblé vers les plus modestes permettraient de maintenir la cohésion sociale. Il en va également du bon fonctionnement de la démocratie, dont l'égalité des chances est l'un des piliers essentiels.

Source : lemonde.fr, Joël Hellier (Economiste, Université de Nantes et de Lille, Nathalie Chusseau (Economiste, Université Lille 1, Chercheur associé à la Chaire Transitions démographiques, Transitions économiques), *La mobilité sociale régresse en France*, 12/06/2014

1. Selon les auteurs quelle est l'évolution de la mobilité intergénérationnelle en France ?
2. Expliquez la phrase soulignée.
3. Quels sont les facteurs du déterminisme social ?
4. Que signifie l'expression système éducatif élitiste ?
5. Quelle solution les auteurs proposent-ils pour réduire le déterminisme social ?